



2020

Rapport financier

Premier trimestre

30 juin 2019



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

L'économie canadienne a semblé reposer sur des bases plus solides au dernier trimestre après la faible croissance affichée au cours des six mois précédents. Le ralentissement observé précédemment peut être attribué en grande partie à la baisse des prix dans le secteur du pétrole et du gaz de l'Ouest canadien, ainsi qu'à une correction des marchés de l'habitation de Toronto et de Vancouver, laquelle a freiné la construction.

La croissance économique s'est améliorée en avril, et pour le trimestre terminé le 30 juin, les prévisions de croissance de la Banque du Canada s'établissaient à 2,3 %.

L'économie devrait croître à un rythme de 1,3 % en 2019.

Le marché de l'emploi a bien fait, comme en témoignent les 130 000 nouveaux emplois créés au cours du trimestre et la hausse d'environ 3 % de la moyenne des salaires hebdomadaires par rapport à l'exercice précédent. Le taux de chômage canadien s'établissait à 5,5 % à la fin du trimestre, soit légèrement au-dessus du niveau le plus bas enregistré.

En ce qui concerne les secteurs clés, un ralentissement des ventes a frappé le secteur du commerce de détail – dont la croissance n'a pas atteint la moitié de celle qu'il avait affichée pour la même période de l'exercice précédent – en partie en raison du ralentissement de la consommation, mais aussi en raison de la concurrence que livrent les détaillants étrangers sur les plateformes de commerce électronique.

Parmi tous les secteurs, le secteur technologique est celui qui affiche la meilleure croissance depuis le début de l'exercice, avec un taux moyen de 3,5 %. Depuis 2017, les professionnels des TI des quatre coins du monde sont de plus en plus nombreux à choisir de s'installer au Canada. À mesure que le bassin de talents prend de l'ampleur, les investissements dans les idées novatrices commencent à porter leurs fruits, faisant augmenter la valeur ajoutée du secteur.

Dans le secteur du pétrole, l'activité commence à reprendre parallèlement à la stabilisation du prix du

Western Canadian Select (WCS). L'embellie du secteur devrait avoir des retombées positives pour l'économie canadienne en général, considérant l'importance de ses exportations vers les États-Unis.

Les échanges commerciaux avec les États-Unis demeurent positifs, et l'abolition des droits de douane sur l'acier et l'aluminium ainsi que la ratification prévue de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique favoriseront le maintien de ces échanges.

La croissance économique demeure solide aux États-Unis, bien qu'elle ait ralenti par rapport à 2018, alors que les effets des réductions d'impôt s'estompent et que les répercussions néfastes des hausses de taux d'intérêt se manifestent. Les investissements résidentiels ont été les plus touchés par les hausses de taux d'intérêt, ce qui s'est traduit par un recul de la demande de bois d'œuvre canadien. Les dépenses des ménages semblent connaître une reprise, alors que la confiance des consommateurs est élevée et que le marché du travail demeure tendu. Dans ce contexte, les exportations de biens de consommation du Canada ont fait bonne figure.

L'écart de 0,75 % entre les taux directeurs du Canada et des États-Unis a fait pression sur la valeur du huard, lequel s'est déprécié par rapport au dollar américain pendant la majeure partie de l'année dernière. Toutefois, la valeur du dollar canadien a récemment augmenté sous l'effet des bonnes nouvelles économiques au Canada, et des nouvelles plutôt pessimistes liées aux tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, qui ont exercé une pression à la baisse sur le dollar américain. L'appréciation de la monnaie s'avère bénéfique pour les entreprises canadiennes qui effectuent des importations de produits des États-Unis en vue de réduire leurs coûts, mais le niveau atteint demeure néanmoins favorable pour les exportateurs.



Faits saillants financiers

Le premier trimestre de l'exercice 2020, terminé le 30 juin 2019, reflète une croissance soutenue du volume d'activités de nos secteurs d'activité.

Pour le trimestre, les clients de Financement ont accepté un total de 2,2 milliards de dollars de prêts, comparativement à 2,1 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts de Financement⁽¹⁾ atteignait 26,4 milliards de dollars au 30 juin 2019, soit 2,0 % de plus qu'au 31 mars 2019.

Services-conseils a réalisé la signature de contrats nets d'une valeur de 7,8 millions de dollars au premier trimestre, une augmentation comparativement à 7,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Par ailleurs, les produits ont également augmenté, totalisant 7,3 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 15,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Capital de croissance et transfert d'entreprise a généré une croissance solide au chapitre du volume des acceptations, soit de 18,2 % pour le premier trimestre par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les clients ont accepté pour 102,2 millions de dollars de prêts au cours du premier trimestre, comparativement à 86,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au premier trimestre de l'exercice 2020, Capital de risque a autorisé pour 28,6 millions de dollars d'investissements, contre 39,4 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse des autorisations est attribuable à la volatilité normale touchant Capital de risque d'un trimestre à l'autre.

Les Programmes incitatifs pour le capital de risque ont autorisé pour 91,0 millions de dollars d'investissements dans l'Initiative de catalyse du capital de risque.

Les clients de la division Technologies propres ont accepté des placements de financement subordonné totalisant 19,7 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat net consolidé pour le premier trimestre s'est établi à 223,0 millions de dollars, comparativement à 221,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les très bons résultats enregistrés au premier trimestre sont principalement

attribuables à une hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements de Capital de risque.

En juin 2019, BDC a versé un dividende de 128,4 millions de dollars à son actionnaire, le gouvernement du Canada.

À compter du premier trimestre de l'exercice 2020, BDC a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, et s'est prévalu de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Se reporter à la rubrique « Analyse des résultats financiers » du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur l'incidence financière de l'application de l'IFRS 16.

Réalisations trimestrielles de BDC

- Lancement du Fonds Innovation industrielle, un fonds de 250 millions de dollars ayant comme objectif de favoriser l'innovation et la commercialisation de technologies dans des secteurs industriels clés du Canada tels que les technologies agricoles, la fabrication de pointe, les technologies pétrolières et gazières et les technologies minières. Le Fonds investira dans les entreprises dont le stade de développement va du démarrage au stade avancé et qui contribuent à améliorer de façon marquée la productivité et la compétitivité à l'échelle de toute la chaîne de valeur.
- Publication de nouvelles vidéos inspirantes dans le cadre de la populaire série Web de BDC, *Au-delà des affaires*, mettant en vedette des entrepreneurs. Ces vidéos ont généré plus de 11 millions de visionnements en ligne depuis le lancement de l'initiative.
- Publication de deux nouvelles études; selon la première, qui porte sur l'acquisition d'une entreprise, un processus bien structuré et l'expérience en matière d'acquisition d'entreprise sont les facteurs clés d'une acquisition réussie. Dans le cadre de cette étude, 46 % des entrepreneurs ont mentionné que l'acquisition d'une autre entreprise avait une incidence positive sur la croissance des revenus. La deuxième étude, réalisée en collaboration avec l'Association canadienne pour la santé mentale, porte sur la santé mentale et le bien-être des entrepreneurs.

⁽¹⁾ Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues



- Annonce d'un nouveau partenariat avec l'Université Carleton et The Beacon Agency, appuyé par Exportation et développement Canada (EDC) et BDC, pour la réalisation d'une étude nationale sur les obstacles à l'exportation que rencontrent les femmes entrepreneurs
- Prix décerné à l'application Prêt Express de BDC, la seule au Canada à permettre l'autorisation d'un prêt allant jusqu'à 750 000 \$ en moins de 30 minutes, et ce, en une seule visite chez le client, dans le cadre du prestigieux concours Les Mercuriades 2019 visant le milieu des affaires québécois. Le concours reconnaît les innovations numériques qui permettent d'améliorer un processus d'affaires, un service ou un produit. La Banque s'est engagée à développer sa présence en ligne et à investir dans des capacités mobiles améliorées pour permettre aux entrepreneurs d'obtenir du financement plus facilement et plus rapidement.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

Depuis 75 ans, BDC a pour objectif de soutenir les entrepreneurs de tous les secteurs et à toutes les étapes de leur croissance. BDC offre un accès à du financement, en ligne et en personne, ainsi que des services-conseils afin d'aider les entreprises canadiennes à croître et à réussir. BDC Capital, sa division d'investissement, propose une vaste gamme de solutions de capital et de financement personnalisés.



Table des matières

Rapport de gestion	7
Contexte du rapport financier trimestriel	7
Gestion du risque	7
Analyse des résultats financiers.....	8
États financiers consolidés	17

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette analyse inclut également, s'il y a lieu, des commentaires à propos des écarts notables par rapport au Plan d'entreprise de BDC pour les exercices 2020 à 2024.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs d'activité : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres.

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

Résultat net consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2020	E2019
Financement	129,6	163,8
Services-conseils	(10,8)	(11,7)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,0	13,2
Capital de risque	80,6	36,3
Programmes incitatifs pour le capital de risque	11,3	20,0
Division Technologies propres	2,3	(0,6)
Résultat net	223,0	221,0
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	208,9	219,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14,1	2,0
Résultat net	223,0	221,0

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, le résultat net consolidé de BDC s'est établi à 223,0 millions de dollars, dont 208,9 millions de dollars sont attribuables à l'actionnaire de BDC et 14,1 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net consolidé de 221,0 millions de dollars enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, dont 219,0 millions de dollars étaient attribuables à l'actionnaire de BDC et 2,0 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle.



La hausse notée au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient en grande partie à la hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements, contrebalancée par les pertes de change nettes de Capital de risque et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de Financement.

Résultat global consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Résultat net	223,0	221,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	1,6	0,3
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(0,3)	2,2
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	1,3	2,5
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(92,8)	64,8
Autres éléments du résultat global	(91,5)	67,3
Résultat global total	131,5	288,3
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	117,4	286,3
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14,1	2,0
Résultat global total	131,5	288,3

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2019, BDC a comptabilisé une perte de 91,5 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global, comparativement à un résultat de 67,3 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres éléments du résultat global pour le premier trimestre est principalement attribuable à la perte de 92,8 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Cette perte s'explique par une baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies, partiellement contrebalancée par le rendement plus élevé que prévu des actifs des régimes de retraite.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2020	E2019
Produits d'intérêts nets	316,0	296,5
Frais et autres produits	5,6	5,4
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(76,5)	(36,7)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,4)	-
Profits (pertes) de change nets	(1,6)	(2,8)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(0,1)	0,4
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	242,0	262,8
Charges opérationnelles et administratives	112,4	99,0
Résultat net provenant de Financement	129,6	163,8

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2020	E2019
Produits d'intérêts nets	4,6	4,7
Frais et autres produits	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(1,1)	(0,6)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	-	-
Profits (pertes) de change nets	-	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	3,6	4,2
Charges opérationnelles et administratives	1,6	1,6
Résultat net provenant de Financement	2,0	2,6

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 129,6 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 163,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse de rentabilité constatée au premier trimestre de l'exercice 2020 s'explique principalement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues attribuable aux déclassements dans le portefeuille. Le tout a été contrebalancé en partie par une hausse des produits d'intérêts nets découlant de la croissance du portefeuille. Exprimé en pourcentage du portefeuille moyen, le résultat net s'est établi à 2,0 % pour le premier trimestre de l'exercice 2020, en baisse par rapport à la même période de l'exercice précédent.



Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 112,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, en hausse par rapport au montant de 99,0 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives sont restées inchangées par rapport à l'exercice précédent, à 1,6 %.

Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Produits	7,3	6,3
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	4,3	4,1
Marge bénéficiaire brute	3,0	2,2
Charges opérationnelles et administratives	13,8	13,9
Perte nette provenant de Services-conseils	(10,8)	(11,7)

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre terminé le 30 juin

Les solutions offertes par Services-conseils sont considérées comme un investissement dans les entrepreneurs. Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, Services-conseils a comptabilisé une perte nette de 10,8 millions de dollars, contre une perte nette de 11,7 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Les produits se sont chiffrés à 7,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2020, en hausse de 15,9 % par rapport aux 6,3 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute, qui s'est établie à 3,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, est plus élevée que celle de 2,2 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, une hausse surtout attribuable à l'augmentation des produits.

Les charges opérationnelles et administratives de 13,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019 sont conformes à celles comptabilisées pour la même période de l'exercice 2019.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2020	E2019
Produits nets sur les placements	26,5	33,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,7)	(9,7)
Profits (pertes) de change nets	(0,4)	0,2
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	22,4	23,9
Charges opérationnelles et administratives	12,4	10,7
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,0	13,2
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	10,0	11,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	1,5
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,0	13,2

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2020	E2019
Produits nets sur les placements	9,2	12,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,3)	(3,7)
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	0,1
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	7,8	9,1
Charges opérationnelles et administratives	4,3	4,1
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,5	5,0
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	3,5	4,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	0,6
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,5	5,0



Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le résultat net s'est établi à 10,0 millions de dollars, contre 13,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre ont subi l'incidence défavorable de la baisse des produits nets sur les placements. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent sont dus principalement à la hausse des profits nets réalisés sur la vente de placements en capitaux propres.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,7 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 9,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,7 millions de dollars s'explique essentiellement par le renversement de la moins-value nette en raison du résultat réalisé de 2,7 millions de dollars, contrebalancé par la moins-value nette de 6,4 millions de dollars.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Plus(moins)-value nette	(6,4)	(4,2)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	2,7	(5,5)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,7)	(9,7)

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 12,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, une augmentation par rapport aux 10,7 millions de dollars de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par les effectifs requis en vue de soutenir pleinement la croissance.

Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Produits (pertes) nets sur les placements	169,2	0,5
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(67,2)	29,2
Profits (pertes) de change nets	(14,0)	12,6
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	88,0	42,3
Charges opérationnelles et administratives	7,4	6,0
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	80,6	36,3
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	66,5	35,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14,1	0,5
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	80,6	36,3



Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, Capital de risque a comptabilisé un résultat net de 80,6 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 36,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du premier trimestre reflètent l'incidence positive des produits nets sur les placements découlant du profit réalisé sur la vente d'un placement, contrebalancée en partie par la variation nette de la moins-value latente sur les placements et les pertes de change nettes.

Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 67,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 29,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Plus(moins)-value nette	96,9	25,0
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	(164,1)	4,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(67,2)	29,2

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, des pertes de change nettes sur les placements de 14,0 millions de dollars ont été comptabilisées par suite des fluctuations du taux de change sur le portefeuille en dollars américains, tandis que des profits de 12,6 millions de dollars avaient été comptabilisés pour la même période de l'exercice précédent en raison d'une baisse de la valeur du dollar américain.

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 7,4 millions de dollars, soit 1,4 million de dollars de plus que celles qui avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice 2019, ce qui s'explique par les frais de gestion liés à la cocréation de deux fonds privés.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Produits (pertes) nets sur les placements	0,1	0,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	11,9	20,2
Profits (pertes) de change nets	(0,2)	0,1
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	11,8	20,4
Charges opérationnelles et administratives	0,5	0,4
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque	11,3	20,0



Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) a enregistré un résultat net de 11,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 20,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les très bons résultats de l'exercice 2019 s'expliquent par la hausse de la variation nette de la plus-value latente des fonds sous-jacents du Plan d'action pour le capital de risque par rapport au premier trimestre de l'exercice 2020.

Les charges opérationnelles et administratives de 0,5 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2019 sont conformes à celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2019.

Résultats de la division Technologies propres

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2020	E2019
Produits nets sur les placements	1,2	0,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	2,0	-
Profits (pertes) de change nets	0,1	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	3,3	0,2
Charges opérationnelles et administratives	1,0	0,8
Résultat net provenant de la division Technologies propres	2,3	(0,6)

Trimestre terminé le 30 juin

La division Technologies propres a présenté un résultat net de 2,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2020.

Au 30 juin 2019, le portefeuille de la division Technologies propres s'établissait à 91,2 millions de dollars, en hausse de 33,4 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

À compter du premier trimestre de l'exercice 2020, BDC a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, et s'est prévalu de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. L'application de la nouvelle norme a eu pour incidence financière la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation d'environ 116,0 millions de dollars et d'une obligation locative d'environ 123,0 millions de dollars. Se reporter à la note 4 des états financiers pour obtenir plus de renseignements sur la transition à l'IFRS 16.

Au 30 juin 2019, le total des actifs de BDC s'établissait à 31,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,7 milliard de dollars par rapport au 31 mars 2019, grâce, en grande partie, à une hausse de 0,5 milliard de dollars du portefeuille de prêts net.



Le portefeuille de prêts de 26,4 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 27,1 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 0,7 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 2,1 % au cours du trimestre terminé le 30 juin 2019, en raison d'une hausse du niveau des activités.

Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de financement subordonné et de capital de risque, totalisaient 3,2 milliards de dollars, tout comme au 31 mars 2019. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 754,9 millions de dollars, comparativement à 700,3 millions de dollars au 31 mars 2019.

Au 30 juin 2019, la juste valeur des actifs dérivés était de 20,4 millions de dollars et la juste valeur des passifs dérivés s'établissait à 4,8 millions de dollars. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a augmenté de 11,2 millions de dollars depuis le 31 mars 2019.

Au 30 juin 2019, BDC a comptabilisé un passif net au titre des prestations définies de 358,4 millions de dollars au titre du régime de retraite agréé et des autres régimes. Il s'agit d'une augmentation de 96,6 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2019, laquelle découle principalement des pertes sur les réévaluations comptabilisées au premier trimestre de l'exercice 2020. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 9 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 692,2 millions de dollars au 30 juin 2019, comparativement à 704,0 millions de dollars au 31 mars 2019. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2019, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 379,3 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 0,1 million de dollars, en raison des décaissements nets sur les titres adossés à des créances mobilières et des placements de financement subordonné, en plus des produits nets de la vente de placements de capital de risque. Les activités de financement ont généré 367,6 millions de dollars de flux de trésorerie, en raison essentiellement de l'émission de billets à long terme.

Au 30 juin 2019, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 22,9 milliards de dollars d'emprunts et 7,8 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient 20,8 milliards de dollars de billets à court terme et 2,1 milliards de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Au 30 juin 2019, le ratio interne de capital de BDC atteignait 137 %, dépassant son ratio de capital cible de 134 %, comparativement à 136 % au 31 mars 2019.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	18
État consolidé de la situation financière.....	19
État consolidé des résultats.....	20
État consolidé du résultat global.....	21
État consolidé des variations des capitaux propres	22
Tableau consolidé des flux de trésorerie	23
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	24
Note 1 Description générale de BDC	24
Note 2 Base d'établissement.....	24
Note 3 Principales méthodes comptables	25
Note 4 Adoption de l'IFRS 16	25
Note 5 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants	26
Note 6 Juste valeur des instruments financiers.....	26
Note 7 Prêts.....	29
Note 8 Titres adossés à des créances mobilières.....	31
Note 9 Placements de financement subordonné	32
Note 10 Placements de capital de risque	33
Note 11 Capital social	34
Note 12 Informations sectorielles.....	35
Note 13 Garanties	38
Note 14 Transactions entre parties liées	38



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 29 juillet 2019



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2019	31 mars 2019
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		692 194	703 980
Actifs dérivés		20 403	10 342
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	7	27 113 458	26 545 464
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit attendues	7	(670 823)	(629 242)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		26 442 635	25 916 222
Placements			
Titres adossés à des créances mobilières	8	754 873	700 343
Placements de financement subordonné	9	1 231 264	1 152 182
Placements de capital de risque	10	1 981 531	2 027 778
Total des placements		3 967 668	3 880 303
Immobilisations corporelles		64 140	60 030
Immobilisations incorporelles		39 050	38 935
Actifs au droit d'utilisation		115 011	-
Actif net au titre des prestations définies		-	20 483
Autres actifs		24 587	26 159
Total des actifs		31 365 688	30 656 454
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		148 463	141 412
Passifs dérivés		4 807	5 940
Emprunts			
Billets à court terme		20 801 631	20 951 914
Billets à long terme		2 095 984	1 442 650
Total des emprunts		22 897 615	22 394 564
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		11 864	-
Obligations locatives à long terme		110 353	-
Total des obligations locatives		122 217	-
Passif net au titre des prestations définies		358 369	282 206
Autres passifs		75 472	76 572
Total des passifs		23 606 943	22 900 694
Capitaux propres			
Capital social	11	2 602 900	2 602 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		5 063 767	5 076 074
Cumul des autres éléments du résultat global		8 707	7 373
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		7 703 152	7 714 125
Participations ne donnant pas le contrôle		55 593	41 635
Total des capitaux propres		7 758 745	7 755 760
Total des passifs et des capitaux propres		31 365 688	30 656 454

Garanties et passifs éventuels (note 13)

Engagements (notes 7, 8, 9, et 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	2019	2018
	30 juin	
Produits d'intérêts	431 522	373 247
Charges d'intérêts	92 165	56 457
Produits d'intérêts nets	339 357	316 790
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	167 831	6 720
Produits de Services-conseils	7 312	6 276
Frais et autres produits	11 261	12 517
Produits nets	525 761	342 303
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(76 509)	(36 709)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(58 491)	39 792
Profits (pertes) de change nets	(15 965)	10 035
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(61)	456
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	374 735	355 877
Salaires et avantages du personnel	106 475	98 761
Locaux et équipement	10 840	10 864
Autres charges	34 457	25 242
Charges opérationnelles et administratives	151 772	134 867
Résultat net	222 963	221 010
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	208 930	218 978
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14 033	2 032
Résultat net	222 963	221 010

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés et la note 12 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	2019	2018
	30 juin	
Résultat net	222 963	221 010
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 630	263
Profits (pertes) nets latents sur les couvertures des flux de trésorerie	-	2 473
Reclassement au résultat net des pertes (profits) sur les couvertures des flux de trésorerie	(296)	(278)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(296)	2 195
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	1 334	2 458
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(92 837)	64 838
Autres éléments du résultat global	(91 503)	67 296
Résultat global total	131 460	288 306
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	117 427	286 274
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14 033	2 032
Résultat global total	131 460	288 306

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2019	2 602 900	27 778	5 076 074	2 751	4 622	7 373	7 714 125	41 635	7 755 760
Résultat global total									
Résultat net			208 930				208 930	14 033	222 963
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				1 630		1 630	1 630		1 630
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(296)	(296)	(296)		(296)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(92 837)				(92 837)		(92 837)
Autres éléments du résultat global	-	-	(92 837)	1 630	(296)	1 334	(91 503)	-	(91 503)
Résultat global total	-	-	116 093	1 630	(296)	1 334	117 427	14 033	131 460
Dividendes sur les actions ordinaires			(128 400)				(128 400)		(128 400)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(75)	(75)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(128 400)	-	-	-	(128 400)	(75)	(128 475)
Solde au 30 juin 2019	2 602 900	27 778	5 063 767	4 381	4 326	8 707	7 703 152	55 593	7 758 745

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2018	2 477 900	27 778	4 211 785	(4 276)	3 285	(991)	6 716 472	42 731	6 759 203
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 au 1 ^{er} avril 2018			131 750				131 750		131 750
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2018	2 477 900	27 778	4 343 535	(4 276)	3 285	(991)	6 848 222	42 731	6 890 953
Résultat global total									
Résultat net			218 978				218 978	2 032	221 010
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				263		263	263		263
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					2 195	2 195	2 195		2 195
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			64 838				64 838		64 838
Autres éléments du résultat global	-	-	64 838	263	2 195	2 458	67 296	-	67 296
Résultat global total	-	-	283 816	263	2 195	2 458	286 274	2 032	288 306
Dividendes sur les actions ordinaires			(69 700)				(69 700)		(69 700)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(6 116)	(6 116)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(69 700)	-	-	-	(69 700)	(6 116)	(75 816)
Solde au 30 juin 2018	2 477 900	27 778	4 557 651	(4 013)	5 480	1 467	7 064 796	38 647	7 103 443

(1) Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	30 juin	
	2019	2018
Activités opérationnelles		
Résultat net	222 963	221 010
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets		
Produits d'intérêts	(431 522)	(373 247)
Charges d'intérêts	91 677	56 457
Intérêts sur les obligations locatives	488	-
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	(167 831)	(6 720)
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	76 509	36 709
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	58 491	(39 792)
Pertes (profits) de change nets latents	14 355	(16 845)
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	357	797
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	3 809	1 204
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	4 610	4 756
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 645	-
Autres	(2 701)	(10 687)
Charges d'intérêts payées	(88 555)	(54 252)
Produits d'intérêts reçus	423 716	365 390
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Variation nette des prêts	(603 797)	(628 937)
Variation nette des créditeurs et frais courus	7 051	8 770
Variation nette des autres actifs et autres passifs	7 441	(1 544)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(379 294)	(436 931)
Activités d'investissement		
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(129 961)	(116 171)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	77 041	54 828
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(144 358)	(73 154)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	59 691	65 101
Décaissements sur les placements de capital de risque	(56 218)	(76 303)
Produits de la vente de placements de capital de risque	202 518	44 197
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 343)	(3 259)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 492)	(3 125)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(122)	(107 886)
Activités de financement		
Variation nette des billets à court terme	(150 000)	125 029
Émission de billets à long terme	650 000	495 000
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(75)	(6 116)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(128 400)	(69 700)
Paiement des obligations locatives	(3 895)	-
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	367 630	544 213
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(11 786)	(604)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	703 980	672 870
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	692 194	672 266

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations.

2.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, à l'exception des changements apportés par suite de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} avril 2019. L'information comparative pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 n'a pas été retraitée. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 124 du Rapport annuel 2019 de BDC.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 29 juillet 2019 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 mis à part les nouvelles méthodes comptables découlant de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} avril 2019, décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2019 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 124 de ce rapport.

4.

Adoption de l'IFRS 16

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, soit le 1^{er} avril 2019 en ce qui concerne BDC. L'IFRS 16 prescrit les méthodes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation ainsi que les informations à fournir sur les contrats de location tant pour les preneurs que pour les bailleurs. Cette norme propose un modèle unique de comptabilisation par le preneur en vertu duquel ce dernier comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location, à l'exception de ceux d'une durée de 12 mois ou moins ou dont les actifs sous-jacents sont de faible valeur. Pour les bailleurs, la nouvelle norme n'entraîne pas de changements importants autres que l'augmentation des obligations d'information. BDC a complété son évaluation de l'IFRS 16 et a décidé d'appliquer les assouplissements transitoires et les mesures de simplifications qui suivent :

- les contrats existants à la date de transition ne seront pas réappréciés pour déterminer s'ils constituent ou renferment un contrat de location aux termes de l'IFRS 16;
- la méthode d'application rétrospective modifiée sera utilisée aux termes de laquelle le preneur n'est pas tenu de retraiter l'information comparative, en recourant à l'option permettant de comptabiliser l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative, déduction faite des paiements reçus d'avance ou à recevoir.

L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation d'environ 116 millions de dollars et d'un passif au titre du contrat de location de 123 millions de dollars.



5.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et utilise des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés figurent à la page 80 du Rapport annuel 2019.

6.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 ni entre le niveau 2 et le niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			30 juin 2019
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés		20 403		20 403
Titres adossés à des créances mobilières		754 873		754 873
Placements de financement subordonné	9 333		1 221 931	1 231 264
Placements de capital de risque	137 188		1 844 343	1 981 531
	146 521	775 276	3 066 274	3 988 071
Passifs				
Passifs dérivés		4 807		4 807
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		137 407		137 407
	-	142 214	-	142 214

	Évaluation de la juste valeur selon le			31 mars 2019
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés		10 342		10 342
Titres adossés à des créances mobilières		700 343		700 343
Placements de financement subordonné	7 423		1 144 759	1 152 182
Placements de capital de risque	236 660		1 791 118	2 027 778
	244 083	710 685	2 935 877	3 890 645
Passifs				
Passifs dérivés		5 940		5 940
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		136 028		136 028
	-	141 968	-	141 968

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

			30 juin 2019
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2019	1 144 759	1 791 118	2 935 877
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(320)	607	287
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	(5 157)	55 258	50 101
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	(10 939)	(10 939)
Décassements sur les placements	144 358	52 111	196 469
Remboursements sur les placements et autres	(61 709)	(22 946)	(84 655)
Transferts du niveau 1 vers le niveau 3	-	8 312	8 312
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(29 178)	(29 178)
Juste valeur au 30 juin 2019	1 221 931	1 844 343	3 066 274

			31 mars 2019
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2018	1 050 452	1 513 777	2 564 229
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	14 594	19 463	34 057
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	(8 787)	154 130	145 343
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	18 696	18 696
Décassements sur les placements	385 376	206 186	591 562
Remboursements sur les placements et autres	(296 876)	(121 004)	(417 880)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(130)	(130)
Juste valeur au 31 mars 2018	1 144 759	1 791 118	2 935 877

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



7. Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	485 856	2 923 268	22 818 312	26 227 436	(310 659)	25 916 777
Dépréciés	26 655	140 316	719 051	886 022	(360 164)	525 858
Prêts au 30 juin 2019	512 511	3 063 584	23 537 363	27 113 458	(670 823)	26 442 635

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	461 618	2 929 543	22 271 524	25 662 685	(290 507)	25 372 178
Dépréciés	27 980	130 559	724 240	882 779	(338 735)	544 044
Prêts au 31 mars 2019	489 598	3 060 102	22 995 764	26 545 464	(629 242)	25 916 222

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1er avril 2019	106 880	183 627	338 735	629 242
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	16 740	(15 587)	(1 153)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(9 725)	13 309	(3 584)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(388)	(9 065)	9 453	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(15 649)	23 905	51 323	59 579
Actifs financiers remboursés en totalité ⁽³⁾	(3 126)	(3 947)	(8 876)	(15 949)
Nouveaux actifs financiers créés	19 672	4 119	-	23 791
Radiations	-	-	(30 262)	(30 262)
Recouvrements	-	-	4 605	4 605
Variation des taux de change et autres	(19)	(87)	(77)	(183)
Solde au 30 juin 2019	114 385	196 274	360 164	670 823

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1^{er} avril 2018	110 259	147 304	314 884	572 447
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	66 972	(64 383)	(2 589)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(42 875)	77 483	(34 608)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(1 663)	(32 062)	33 725	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(86 647)	59 420	163 910	136 683
Actifs financiers remboursés en totalité ⁽³⁾	(11 502)	(19 702)	(37 108)	(68 312)
Nouveaux actifs financiers créés	72 440	15 351	-	87 791
Radiations	-	-	(119 061)	(119 061)
Recouvrements	-	-	15 863	15 863
Variation des taux de change et autres	(104)	216	3 719	3 831
Solde au 31 mars 2019	106 880	183 627	338 735	629 242

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues attribuable aux variations de la valeur comptable brute et aux changements du risque de crédit liés aux prêts existants, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 404 246 \$ au 30 juin 2019 (1 165 783 \$ à taux fixe et 2 238 463 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 5,3 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,4 % au 31 mars 2019).

	30 juin 2019		31 mars 2019	
Répartition géographique	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	882 671	62 609	872 253	64 505
Île-du-Prince-Édouard	78 788	3 067	76 710	742
Nouvelle-Écosse	645 050	118 823	611 653	84 699
Nouveau-Brunswick	504 274	46 053	503 653	56 362
Québec	8 493 185	904 465	8 391 225	871 593
Ontario	7 448 708	1 006 652	7 274 249	1 041 457
Manitoba	842 801	78 621	809 126	77 695
Saskatchewan	803 711	45 289	805 488	44 786
Alberta	3 879 720	575 212	3 794 416	607 375
Colombie-Britannique	3 370 573	541 796	3 248 568	524 922
Yukon	116 368	12 011	108 785	16 102
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	47 609	9 648	49 338	8 022
Total des prêts en cours	27 113 458	3 404 246	26 545 464	3 398 260

	30 juin 2019		31 mars 2019	
Répartition par secteur d'activité	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	6 199 196	891 485	6 172 012	855 002
Commerce de gros et de détail	4 985 294	560 708	4 925 716	527 819
Industries de services	3 894 791	426 794	3 818 955	465 564
Tourisme	3 285 794	369 417	3 213 509	404 885
Immeubles commerciaux	2 990 163	198 748	2 894 525	176 480
Construction	2 135 506	265 880	2 031 354	286 689
Transport et entreposage	1 587 320	225 322	1 550 291	201 925
Ressources	1 129 747	263 953	1 062 907	279 786
Autres	905 647	201 939	876 195	200 110
Total des prêts en cours	27 113 458	3 404 246	26 545 464	3 398 260

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	30 juin 2019			
	Correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	17 984	4 481	-	22 465
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(459)	5 635	-	5 176
Augmentation (diminution) nette des engagements	1 313	(2 602)	-	(1 289)
Variation des taux de change et autres	(1)	(1)	-	(2)
Solde au 30 juin 2019	18 837	7 513	-	26 350

	31 mars 2019			
	Correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2018	16 320	5 367	-	21 687
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(2 371)	8 786	-	6 415
Augmentation (diminution) nette des engagements	4 044	(9 689)	-	(5 645)
Variation des taux de change et autres	(9)	17	-	8
Solde au 31 mars 2019	17 984	4 481	-	22 465

8.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit résume les titres adossés à des créances mobilières (TACM) selon le classement des instruments financiers. Aucun TACM n'avait subi de perte de valeur au 30 juin 2019 ni au 31 mars 2019. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'avait été comptabilisée au 30 juin 2019 ni au 31 mars 2019 pour les montants déboursés et non déboursés sur les TACM à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

	30 juin 2019	31 mars 2019
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	740 771	688 049
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	4 380	2 751
Valeur comptable	745 151	690 800
Rendement	2,68%	2,66%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	9 590	9 450
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	132	93
Valeur comptable	9 722	9 543
Rendement	7,79%	7,86%
Titres adossés à des créances mobilières	754 873	700 343

Les montants non déboursés sur les TACM autorisés s'établissaient à 243 000 \$ au 30 juin 2019 (299 000 \$ au 31 mars 2019).



9.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2019	160 438	703 198	419 559	1 283 195	1 231 264
Au 31 mars 2019	157 105	686 162	357 600	1 200 867	1 152 182

Les placements de financement subordonné ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Concentrations du total des placements de financement subordonné et des engagements

Les concentrations des placements de financement subordonné et les montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrées dans les tableaux qui suivent.

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 203 899 \$ au 30 juin 2019 (135 437 \$ à taux fixe et 68 462 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 8,9 % sur les engagements relatifs aux placements (9,0 % au 31 mars 2019).

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2019			31 mars 2019		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	437 439	453 649	62 380	389 911	409 767	90 817
Industries de services	336 031	340 869	66 654	316 625	320 662	43 472
Commerce de gros et de détail	197 211	214 733	24 485	187 763	200 700	38 235
Industries de l'information	68 473	69 352	17 175	65 332	66 343	10 575
Construction	59 807	62 361	2 500	57 165	58 698	10 000
Ressources	44 451	62 316	17 350	40 387	58 791	350
Transport et entreposage	40 113	43 240	7 700	44 859	48 042	3 450
Tourisme	11 208	11 141	4 655	11 647	11 625	4 167
Services éducatifs	6 106	6 027	1 000	6 466	6 386	-
Immeubles commerciaux	661	604	-	1 791	1 734	-
Autres	29 764	18 903	-	30 236	18 119	-
Placements de financement subordonné	1 231 264	1 283 195	203 899	1 152 182	1 200 867	201 066



10.

Placements de capital de risque

Par l'intermédiaire de ses secteurs Capital de risque, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres, BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque.

Le secteur Capital de risque est axé principalement sur les entreprises technologiques à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Le PICR regroupe deux initiatives fédérales : le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Le Plan d'action pour le capital de risque est une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 390 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses.

Le Plan d'action pour le capital de risque investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire, et directement dans des sociétés partout au Canada. Le Plan d'action pour le capital de risque appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

L'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 450 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.

La division Technologies propres déploiera 600 millions de dollars confiés par le gouvernement fédéral dans le cadre de transactions de financement par emprunt et par capitaux propres afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes de technologies propres concurrentielles à l'échelle mondiale, ainsi qu'un secteur des technologies propres commercialement viable.

Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placement de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement et par secteur.

Type de placement	30 juin 2019			31 mars 2019		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs						
Capital de risque	820 141	608 408	6 483	906 780	603 198	13 275
Fonds ⁽¹⁾						
Capital de risque	684 878	432 290	369 937	659 447	418 244	382 140
Plan d'action pour le capital de risque	473 940	369 164	22 162	461 547	368 694	22 761
Initiative de catalyse du capital de risque	2 572	2 762	386 467	4	4	298 265
Programmes incitatifs pour le capital de risque	476 512	371 926	408 629	461 551	368 698	321 026
Division Technologies propres	-	-	39 642	-	-	40 024
	1 161 390	804 216	818 208	1 120 998	786 942	743 190
Placements de capital de risque	1 981 531	1 412 624	824 691	2 027 778	1 390 140	756 465

⁽¹⁾ Au 30 juin 2019, BDC investissait dans 77 fonds par l'intermédiaire du secteur Capital de risque, dans 19 fonds par l'intermédiaire de son secteur PICR et dans deux fonds par l'intermédiaire de son secteur division Technologies propres (76, 17 et 2 fonds, respectivement, au 31 mars 2019).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des placements de capital de risque et des engagements

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2019			31 mars 2019		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Industries de l'information	390 861	273 706	3 733	364 372	263 658	8 338
Biotechnologie et pharmacologie	157 937	79 929	-	278 487	87 102	-
Industriel	68 406	24 505	-	69 458	24 505	-
Communications	62 551	60 088	500	61 974	58 973	607
Électronique	50 193	56 368	1 192	49 789	55 818	3 252
Médecine et soins de santé	26 145	56 852	1 058	26 424	56 852	1 078
Énergie	23 167	37 240	-	22 651	36 570	-
Autres	40 881	19 720	-	33 625	19 720	-
Total des placements directs	820 141	608 408	6 483	906 780	603 198	13 275

11.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 juin 2019, 26 029 000 actions ordinaires étaient en circulation (26 029 000 au 31 mars 2019).

Le 19 juillet 2019, BDC a émis 4 620 000 actions ordinaires à des fins d'injection de capitaux dans l'Initiative de catalyse du capital de risque et le secteur division Technologies propres, et a reçu 462 millions de dollars. Au 30 juin 2019, 30 649 000 actions ordinaires étaient en circulation.

Prescriptions statutaires

Conformément à la loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 4,5 milliards de dollars.

Au cours des trois mois terminés le 30 juin 2019 et de l'exercice terminé le 31 mars 2019, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



12.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) regroupe les activités de l'ancien secteur Plan d'action pour le capital de risque (PACR) avec l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants. Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services-conseils, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** : PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. PICR fournit du capital de risque à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- **La division Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le
30 juin 2019

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	431 522	405 471	-	25 136	-	-	915
Charges d'intérêts	92 165	89 505	-	2 660	-	-	-
Produits d'intérêts nets	339 357	315 966	-	22 476	-	-	915
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	167 831	(1)	-	(320)	168 152	-	-
Produits de Services-conseils	7 312	-	7 312	-	-	-	-
Frais et autres produits	11 261	5 596	-	4 393	966	55	251
Produits (pertes) nets	525 761	321 561	7 312	26 549	169 118	55	1 166
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(76 509)	(76 509)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(58 491)	(1 416)	-	(3 744)	(67 170)	11 887	1 952
Profits (pertes) de change nets	(15 965)	(1 629)	-	(359)	(13 967)	(154)	144
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(61)	(61)	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	374 735	241 946	7 312	22 446	87 981	11 788	3 262
Salaires et avantages du personnel	106 475	78 094	12 566	10 464	4 390	286	675
Locaux et équipement	10 840	8 689	1 043	584	415	55	54
Autres charges	34 457	25 586	4 528	1 352	2 625	164	202
Charges opérationnelles et administratives	151 772	112 369	18 137	12 400	7 430	505	931
Résultat (perte) net	222 963	129 577	(10 825)	10 046	80 551	11 283	2 331
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	208 930	129 577	(10 825)	10 049	66 515	11 283	2 331
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14 033	-	-	(3)	14 036	-	-
Résultat (perte) net	222 963	129 577	(10 825)	10 046	80 551	11 283	2 331
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin, 2019							
Titres adossés à des créances mobilières	754 873	754 873	-	-	-	-	-
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	26 442 635	26 442 635	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 231 264	10 428	-	1 129 594	-	-	91 242
Placements de capital de risque	1 981 531	-	-	-	1 505 019	476 512	-
Portefeuille total	30 410 303	27 207 936	-	1 129 594	1 505 019	476 512	91 242

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
30 juin 2018

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	373 247	351 117	-	21 889	-	-	241
Charges d'intérêts	56 457	54 658	-	1 747	-	-	52
Produits d'intérêts nets	316 790	296 459	-	20 142	-	-	189
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	6 720	-	-	6 965	(245)	-	-
Produits de Services-conseils	6 276	-	6 276	-	-	-	-
Frais et autres produits	12 517	5 400	20	6 261	763	62	11
Produits (pertes) nets	342 303	301 859	6 296	33 368	518	62	200
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(36 709)	(36 709)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	39 792	24	-	(9 682)	29 203	20 247	-
Profits (pertes) de change nets	10 035	(2 826)	-	218	12 540	103	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	456	456	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	355 877	262 804	6 296	23 904	42 261	20 412	200
Salaires et avantages du personnel	98 761	72 115	12 555	8 877	4 347	224	643
Locaux et équipement	10 864	8 753	1 079	530	430	24	48
Autres charges	25 242	18 145	4 341	1 296	1 214	130	116
Charges opérationnelles et administratives	134 867	99 013	17 975	10 703	5 991	378	807
Résultat (perte) net	221 010	163 791	(11 679)	13 201	36 270	20 034	(607)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	218 978	163 791	(11 679)	11 685	35 754	20 034	(607)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 032	-	-	1 516	516	-	-
Résultat (perte) net	221 010	163 791	(11 679)	13 201	36 270	20 034	(607)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin, 2018							
Titres adossés à des créances mobilières	534 533	534 533	-	-	-	-	-
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	24 499 577	24 499 577	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 068 042	10 124	-	1 030 564	-	-	27 354
Placements de capital de risque	1 748 437	-	-	-	1 325 558	422 879	-
Portefeuille total	27 850 589	25 044 234	-	1 030 564	1 325 558	422 879	27 354



13.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale aux termes des garanties s'établissait à 36,4 millions de dollars au 30 juin 2019 (38,6 millions de dollars au 31 mars 2019), et les durées actuelles doivent expirer dans un délai de 124 mois (127 mois au 31 mars 2019). Toutefois, l'exposition réelle au 30 juin 2019 est de 25,8 millions de dollars (28,2 millions de dollars au 31 mars 2019).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucun honoraire n'a été reçu initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

14.

Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2019, BDC avait 20 801 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 1 959 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (20 951 millions de dollars de billets à court terme et 1 307 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2019).

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019, BDC a enregistré des charges d'intérêts de 94,2 millions de dollars relatives aux emprunts auprès du ministre des Finances, comparativement à 58,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 310 millions de dollars auprès du ministre des Finances a été racheté au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. La transaction n'a pas engendré de profit ou de perte au cours du premier trimestre (aucun emprunt n'a été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent).

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC